

# Marché de l'emploi – Pourquoi Genève reste-t-il le champion suisse du chômage?

*Julien Culet*

6-8 minutes

---

**Année après année, le canton du bout du lac affiche un taux supérieur au reste de la Suisse. Les frontaliers ne sont pas les seuls responsables.**



Publié: 13.02.2022, 11h05



À hauteur de 5%, le taux de chômage à Genève est le plus élevé de Suisse en 2021. La frontière explique en partie ce chiffre, mais les causes sont en réalité bien plus complexes.

Lucien Fortunati

Chaque année, au moment de la publication des statistiques du chômage, Genève se démarque du reste de la Suisse. Le bout du lac affiche en effet un taux toujours plus élevé, et plus personne ne s'en étonne. L'Office cantonal pour l'emploi confirme que «les données montrent que le taux de chômage a historiquement toujours été plus élevé à Genève qu'au niveau national. Cet écart s'est creusé principalement à partir de 1991.» En 2021, le canton a présenté un taux de 5% par rapport à une moyenne nationale de 3%.

L'écart se situe toujours entre 2% et 3%. Comment expliquer ce phénomène? Le MCG a fondé son succès pendant une quinzaine d'années en pointant les frontaliers du doigt. «Le marché de l'emploi est très exposé, car nous sommes entourés par la France. C'est plus une fragilité qu'un atout, estime ainsi le député François Baertschi. Les entreprises ne vont pas faire l'effort de chercher des locaux, puisqu'elles peuvent trouver du personnel bon marché à foison à l'extérieur.»

### **De multiples causes**

La frontière explique en partie le taux élevé genevois, mais les causes sont en réalité bien plus complexes, d'après les spécialistes. «Il est réducteur de dire que cela cause plus de chômage, prévient Giovanni Ferro-Luzzi, professeur à l'Université et à la Haute École de gestion de Genève. Dans nos études, nous constatons en effet qu'il n'y a pas de lien entre le nombre de frontaliers et de chômeurs. Genève attire

énormément les travailleurs et pas uniquement de France. On y vient de toute la Suisse aussi et d'ailleurs en Europe.»

«Il est réducteur de dire que la frontière cause plus de chômage. Dans nos études, nous constatons en effet qu'il n'y a pas de lien entre le nombre de frontaliers et de chômeurs.»

Giovanni Ferro-Luzzi, professeur à l'Université et à la Haute École de gestion de Genève

Parmi les raisons invoquées, il cite des scolarités qui compliquent l'accès au monde du travail. «Il y a typiquement à Genève moins d'apprentissages en entreprise que de maturités, rapporte le professeur Ferro-Luzzi. Les formations professionnalisantes sont défavorisées, alors que ce n'est pas le cas en Suisse alémanique. Cela peut jouer en défaveur de l'emploi des jeunes, car l'apprentissage permet de s'intégrer au monde de l'entreprise.»

Professeur d'économie à l'Université de Lausanne, Rafael Lalive a pour sa part étudié les différences culturelles du chômage. Pas forcément propres à Genève, elles se cumulent dans le canton. «Nous constatons que le taux de chômage est plus élevé en Suisse romande qu'en Suisse alémanique, explique le spécialiste. Du côté francophone, il y a une influence de la France qui fait qu'on a tendance à avoir confiance en l'État comme protecteur. À l'inverse, du côté alémanique, la population est plus individualiste. En Suisse centrale, par exemple, il y a davantage ce mythe selon lequel il faut être maître de son destin et on va moins avoir recours au système de protection sociale.»

Et Genève est un canton urbain. À l'instar de Bâle-Ville, qui se distingue en Suisse alémanique, cela influe sur le taux de chômage. Ainsi, être sans-emploi en ville comporte moins de

stigmatisations qu'en campagne. «La pression est différente si vous êtes le seul chômeur d'un village ou si vous pouvez bénéficier de l'anonymat d'une ville», ajoute ainsi le professeur Ferro-Luzzi. Dans une étude à paraître, mandatée par la Chambre de commerce genevoise, il observe que les demandeurs d'emploi «s'inscrivent plus facilement dans les cantons à taux de chômage élevé».

## Précarisation des salariés

Le patronat regrette ce manque de pression sociale. «Elle est plus forte dans d'autres régions, où l'on est ainsi plus actif tout de suite dans la recherche d'un nouvel emploi. À Genève, être au chômage est moins sanctionné socialement, reproche Blaise Matthey, directeur général de la FER Genève. Il s'agit d'une attitude assez répandue dans le canton, qui tient à la structure de la population, sans faire de stigmatisation. Ce n'est pas forcément en raison de la proximité de la France, qui borde aussi Bâle, Vaud et le Jura.»

«La pression est plus forte dans d'autres régions, où l'on est ainsi plus actif tout de suite dans la recherche d'un nouvel emploi. À Genève, être au chômage est moins sanctionné socialement.»

Blaise Matthey, directeur général de la Fédération des entreprises romandes Genève (FER)

Les syndicats accusent plutôt les entreprises d'avoir davantage précarisé les travailleurs qu'ailleurs. «Il y a une tendance très lourde à Genève de remplacer des postes fixes par du temporaire. On voit cela dans le domaine de la construction, où des salariés âgés sont licenciés pour les réembaucher en intérim afin d'éviter de devoir les payer entre deux chantiers,

critique Davide de Filippo, président de la Communauté genevoise d'action syndicale. Cela commence aussi à s'étendre à l'hôtellerie-restauration, où cela permet de recourir à des intérimaires en haute saison.» Le responsable syndical met également en avant un canton urbain fortement tertiarisé, «ce qui ne propose que peu de débouchés pour les personnes à faible qualification».

Quant aux solutions pour que Genève délaisse sa place de champion suisse du chômage, la plupart s'accordent pour dire qu'il est difficile d'agir sur une situation qui est plus structurelle, ancrée dans la société, que conjoncturelle. Mais, pour le professeur Rafaele Lalive, il n'est pas forcément utile d'agir. «Le taux de chômage n'est pas un indicateur de bien-être absolu. Faut-il vraiment changer la situation genevoise? interroge-t-il. Si être sans-emploi est mieux accepté socialement et mieux vécu à Genève qu'en Suisse centrale, est-ce vraiment une mauvaise chose?»

**Julien Culet** est journaliste à la rubrique Suisse depuis 2018. Correspondant à Genève pour «Le Matin Dimanche», il traite en particulier de l'actualité du canton. Il a auparavant travaillé durant 5 ans au sein de la rédaction du «20 minutes».